



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

UN75
2020 ET AU-DELÀ

**FAÇONNONS
NOTRE
AVENIR
ENSEMBLE**



RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE
Parlement

Cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement

Réunion en ligne, 19 et 20 août 2020
Conférence en personne, à Vienne, 2021

Réunion-débat

Mettre en place des économies inclusives et durables qui permettent d'assurer le bien-être et la justice pour tous

Jeudi 20 août 2020, 15 h 10-15 h 55

Note d'orientation

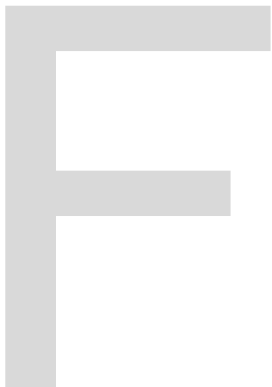
*Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme,
mais pas assez pour assouvir son avidité.*

Mahatma Gandhi

Nul ne saurait remettre en question le fait que le monde est actuellement aux prises avec des inégalités socio-économiques sans précédent, des pandémies, des problèmes de pauvreté et la destruction de l'environnement, avec une population jeune et nombreuse mais néanmoins découragée. Les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 ont été élaborés pour résoudre ces problèmes. Or on s'aperçoit que leur mise en œuvre et leur réalisation ne sont pas aussi rapides que prévu. Le présent débat sur les économies inclusives, la justice et le bien-être est un appel lancé à chacun, notamment aux parlements pour qu'ils deviennent des promoteurs du changement économique et qu'ils s'efforcent de bâtir des économies inclusives, durables et justes pour tous.

À l'échelle de la planète, les ressources ne manquent pas pour que chacun puisse mener une vie décente. En son temps, Gandhi avait souligné à juste titre qu'**"il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité"**. Néanmoins, les conditions essentielles du bien-être semblent inaccessibles à la grande majorité des habitants de la planète, piégés dans un système économique davantage axé sur la croissance, le profit et la concurrence que sur ce qui compte le plus : le bonheur, la satisfaction des besoins humains et la solidarité entre les peuples. La société se délite, le climat change, les écosystèmes s'effondrent, les ressources s'épuisent, la pandémie de COVID-19 a laminé les systèmes de santé et la civilisation régresse clairement à l'état primaire où la sélection naturelle faisait loi et où les individus présentant certaines caractéristiques sont mieux à même de survivre.

Les inégalités et l'exclusion sont devenues le leitmotiv de notre époque. Une infime minorité détient autant de richesses que les 3,6 milliards d'individus les plus pauvres. La pauvreté multidimensionnelle (l'absence de soins de santé, d'éducation, de nutrition, d'hygiène et de logement adéquats, entre autres difficultés) touche 1,3 milliard de personnes, et la moitié de la population mondiale gagne moins de 5,5 USD par jour. Environ 20 pour cent de la population mondiale, essentiellement dans les pays à revenu élevé, consomment 75 pour cent des ressources mondiales.



La pandémie de COVID-19 entraîne l'une des pires crises économiques mondiales de notre époque. Partout dans le monde, des entreprises de tous les secteurs subissent de lourdes pertes, alors que l'Organisation internationale du Travail estime que quelque 300 millions d'emplois pourraient être détruits à cause de la pandémie.

En raison de la discrimination légalisée, les femmes sont moins payées que les hommes pour le même travail, ont un accès limité aux opportunités économiques et au financement, et effectuent la plupart des travaux domestiques non rémunérés.

L'inégalité dans le monde du travail est aggravée par la faiblesse de la protection des travailleurs, des syndicats plus faibles encore, des salaires réels moins élevés et des politiques du marché du travail trop souples, ainsi que par l'essor de l'économie des petits boulots associée aux nouvelles technologies qui permettent d'économiser de la main-d'œuvre.

Compte tenu de cette nouvelle réalité, il appartiendra aux parlements et aux gouvernements de veiller à ce que la reconstruction de l'économie se fasse de manière socialement équitable et durable. À défaut, les inégalités continueront de s'accroître et la perspective d'une économie durable et inclusive qui assure le bien-être et la justice pour tous s'éloignera encore davantage.

En outre, la grande majorité de la population mondiale qui ne tire pas profit des nouvelles technologies se concentre dans les pays pauvres et en développement qui n'ont pas bénéficié de la quatrième révolution industrielle. Internet est un outil qui peut aider à démocratiser l'information et donner accès aux opportunités. Toutefois, les retombées des nouvelles technologies profitent souvent de manière disproportionnée à une minorité de travailleurs de la connaissance et de détenteurs de capitaux. Si ces technologies ne sont pas accessibles de manière égale sur l'ensemble de la planète, elles perpétuent les inégalités.

D'autres déséquilibres ont un impact sur le bien-être et la justice pour tous, notamment :

- Un accès limité aux services sociaux, aux filets de sécurité et aux infrastructures publiques dans de nombreux pays,
- un système commercial et financier mondial dysfonctionnel qui demeure fondamentalement injuste pour les pays en développement, notamment parce qu'il perpétue leur dépendance à l'égard des exportations de produits de base à faible valeur ajoutée et leur rend difficile l'acquisition de leurs propres capacités industrielles,
- un accès inégal à l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM)
- l'inadéquation de certaines infrastructures, comme l'électricité, pour soutenir l'industrialisation dans les pays en développement,
- un système de production et de distribution alimentaire qui favorise les grandes entreprises agroalimentaires et encourage des méthodes agricoles coûteuses à forte intensité d'intrants au détriment de l'agriculture biologique locale sur de petites parcelles.

Si la plupart des décideurs politiques reconnaissent la nécessité de traiter certaines de ces questions sous l'angle de la justice sociale et de la durabilité économique, les avis sont partagés quant aux solutions les plus appropriées. Ces solutions reposent sur une approche généralement double : d'une part, stimuler la croissance, condition nécessaire à l'expansion de l'économie et, d'autre part, adopter des politiques de distribution volontaristes pour garantir que toutes les couches de la société, notamment les travailleurs et les plus vulnérables, bénéficient des fruits de la croissance économique.

Néanmoins, miser sur la croissance pour réduire les inégalités et améliorer le bien-être a peu de chances d'aboutir, et ce pour deux raisons. Premièrement, il est peu probable de voir la croissance mondiale se redresser sensiblement en raison de plusieurs contraintes structurelles, notamment la baisse de la productivité du travail malgré les nouvelles améliorations technologiques, des niveaux d'endettement insoutenables et des marchés de consommation saturés (dans les pays développés), ce qui amène certains économistes à parler de "stagnation séculaire". Il convient de noter que cela se produisait déjà avant que les conséquences économiques dramatiques résultant de la pandémie de COVID-19 ne se manifestent, jetant un doute supplémentaire sur la perspective d'une croissance économique soutenue dans un avenir proche.

Deuxièmement, si les emplois et les revenus sont nécessaires pour maintenir les moyens de subsistance, renforcer la croissance est en réalité contre-productif du point de vue de l'environnement et du bien-être. Les faits montrent qu'au-delà d'un certain niveau de revenu et de consommation dont tout le monde a besoin, davantage de croissance économique ne conduit pas à davantage de bien-être. Malgré diverses tentatives de croissance verte, l'empreinte écologique mondiale continue d'augmenter car l'économie mondiale consomme plus de ressources que celles disponibles ou à un rythme plus rapide que celui de la régénération naturelle des ressources. Au rythme actuel de croissance (déjà relativement faible avant la crise de COVID-19), il faudrait au moins l'équivalent de quatre planètes en quelques décennies pour permettre à l'ensemble de la population mondiale de mener le mode de vie consumériste, énergivore et à forte intensité de ressources qui prévaut aujourd'hui dans les pays développés.

Pour toutes ces raisons, la mise en place d'économies inclusives et durables qui permettent d'assurer le bien-être et la justice pour tous implique de rechercher des solutions nouvelles et éventuellement un nouveau modèle économique. Les politiques préconisées pour remédier aux divers déséquilibres de l'économie actuelle doivent s'inscrire dans un paradigme économique davantage axé sur les personnes.

Ce paradigme comprend notamment des modèles d'économie verte tels que l'économie circulaire, l'économie du partage et l'économie solidaire, des modèles commerciaux inclusifs qui permettent aux travailleurs, aux consommateurs et aux communautés de participer davantage aux décisions de production et à la gestion locale de l'environnement, des investissements accrus dans les biens publics tels que l'éducation, la santé et les infrastructures, un soutien vigoureux à la production locale et aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'une nouvelle comptabilité environnementale et du bien-être pour compléter et remplacer à terme le PIB en tant que principal indicateur de progrès.

Axes de réflexion :

Compte tenu du rôle unique des parlements en tant qu'organes délibérants dans lesquels toutes les personnes, y compris les plus vulnérables, doivent être représentées, le panel se penchera sur les questions suivantes :

- Quelles mesures les parlements peuvent-ils prendre pour favoriser une économie du bien-être qui tienne compte des ressources limitées de la planète ?
- Que peuvent faire les parlements pour garantir que les mesures visant à reconstruire l'économie après la crise du coronavirus seront équitables et durables d'un point de vue économique et environnemental ?
- Comment les parlements peuvent-ils garantir l'inclusion et le bien-être des jeunes dans le développement économique ?
- Comment les parlements peuvent-ils aider les gouvernements à assurer la viabilité des entreprises et des emplois après la crise économique résultant de la pandémie de coronavirus ?
- Selon l'Organisation internationale du Travail, les quelque 1,6 milliard de personnes qui travaillent dans l'économie informelle ont été fortement impactées par les mesures de confinement () Quelles mesures recommanderiez-vous aux gouvernements des pays en développement pour les protéger ?
- Quelles mesures devraient être prises par les gouvernements pour assurer la transition de l'économie informelle à l'économie formelle ?
- Quels indicateurs autres que le PIB pourrait être utilisés pour mesurer le bien-être des sociétés ?
- Comment les nouvelles technologies de la quatrième révolution industrielle et les méthodes de production connexes peuvent-elles contribuer à rendre les économies plus inclusives et plus durables ?
- Comment la participation des citoyens et la démocratie peuvent-elles contribuer à soutenir des économies inclusives et quel pourrait être le rôle des parlements dans ce domaine ?